



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPIR

DELIBERATION

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai, à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de la Commune de Coustouges, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 16 mai 2025.

Etaient présents (25) :

- Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda : MMES Marie COSTA, Michelle DUNYACH, MM Richard COLL, Frédéric DEPERROIS, Jean-Victor HERETE, Alain LLAURENSY.
- Conseillers d'Arles sur Tech : MM Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI, André XIFFRE.
- Conseiller de Corsavy : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- Conseiller de Coustouges : M. Michel ANRIGO.
- Conseiller de La Bastide : M. Daniel BAUX
- Conseiller de Lamanère : -
- Conseiller de Le Tech : M. Guillaume CERVANTES.
- Conseiller de Montbolo : MME Martine PADROSA, suppléante
- Conseiller de Montferrer : M. Jean-Marie GOURGUES.
- Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste : MME Jeanne MAISON, M. Claude FERRER.
- Conseillers de Saint Laurent de Cerdans : MME Marie-Madeleine SAN JUAN et MM Yves BENASSIS, Louis CASEILLES.
- Conseiller de Saint Marsal : M. Guy METIVIER.
- Conseiller de Serralongue : M. Philippe JUANOLA.
- Conseiller de Taulis : MME Martine MAUGUIN.

Absents excusés (5) MMES Catherine BARNEDES, Simone BERIO, Gisèle JUANOLE, Jocelyne RIBUIGENT, Magali YOVANOVITH.

Pouvoirs (5) : MMES Martine BONASTRE (procuration à Daniel BAUX), Anne-Marie GRAVE, Danielle HERBAIN (procuration à Marie COSTA), MM Bernard REMEDI (procuration à Jeanne MAISON), Alexandre REYNAL (procuration à Louis CASEILLES).

Soit 25 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

Monsieur David PLANAS est élu secrétaire de séance.

OBJET : TOURISME : Approbation des statuts de l'Office de Tourisme Intercommunal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment son article L5214-16 ;

VU le Code du Tourisme et notamment ses articles L133-2, L133-3, L134-1 et R134-123 ;

VU la loi n°2015-991 du 07 août 2015 pour la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°156/2024 du 17 octobre 2024 relative à la création d'un Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal (OTI) avec autonomie financière ;

VU la délibération du Conseil Communautaire n°181/2024 du 12 décembre 2024 relative à la défusion de l'Agence d'Attractivité Touristique Amélie-Haut Vallespir – País Català au 1^{er} janvier 2025 ;

CONSIDERANT que parmi les différents modes de gestion possibles s'offrant à la Communauté de Communes du Haut Vallespir, celle – ci s'est orientée vers le recours au mode de gestion en régie par le biais d'une régie dotée de la seule autonomie financière, dite « *régie autonome* » ;

CONSIDERANT que ce mode de gestion, permet un plus grand contrôle de la part du Conseil Communautaire sur les actions et les missions de l'OTI. Dans ce mode de gestion, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) continue de gérer directement le Service Public. Celle – ci ne dispose pas d'une personnalité distincte de celle de l'EPCI. En revanche, outre d'un budget propre, elle se doit de disposer de son propre organe de direction ;

CONSIDERANT que les Offices de Tourisme sous formes de régies dotées de la seule autonomie financière sont créés par le Conseil Municipal ou l'organe délibérant de l'EPCI. Ils sont administrés, sous l'autorité de l'organe délibérant des personnes publiques qui les ont créées, par un Conseil d'exploitation et un directeur (article L2221-14 du CGCT) qui est nommé par le Président de l'EPCI ;

CONSIDERANT que les régies dotées de la seule autonomie financière sont administrées par un Conseil d'exploitation, sous l'autorité du Président de l'EPCI et du Conseil Communautaire. Ses fonctions sont strictement encadrées et définies par l'article R2221-64 du CGCT ;

CONSIDERANT que le Président de l'EPCI est le représentant légal et l'ordonnateur de l'EPCI. Il présente au Conseil Communautaire le budget de la régie et est chargé de prendre les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil Communautaire ;

CONSIDERANT que le budget de l'OTI en régie dotée de la seule autonomie financière est un budget distinct et annexé à celui de l'EPCI ; il est voté par le Conseil Communautaire (article L2221-1 du CGCT) ;

CONSIDERANT que lorsque la régie exploite un Service Public Administratif (SPA), ce qui est envisagé, le Conseil Communautaire fixe la tarification des prestations et produits fournis par la régie (article R2221-97 du CGCT) ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** que la gestion et l'exploitation du Budget Annexe Office de Tourisme Intercommunal tel que prévu par la délibération du Conseil Communautaire n°156/2024 du 17 octobre 2024 s'effectuera par l'intermédiaire d'une régie dotée de la seule autonomie financière, dite « régie autonome » sous forme de Service Public Administratif (SPA) ;
- **APPROUVE** les statuts de ladite régie, tels qu'ils demeurent annexés à la présente délibération et tels qu'ils définissent l'étendue de ses compétences et de ses règles générales de fonctionnement ;
- **AUTORISE** le Président à nommer le directeur de la régie ;
- **AUTORISE** le Président ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

Certifié exécutoire après :

Transmission en Préfecture le :

Publié sur le site internet :

Le secrétaire de séance

David PLANAS

Fait à Arles sur Tec h, le 22 mai 2025,

Le Président

Claude FERRER

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.